

01

EN COLÈRE : LES FEMMES ET LA NATURE

*Donna Andrews, Kiah Smith et
M. Alejandra Morena*

Donna Andrews est chercheuse pour [Critical Food Studies](#) auprès de l'Université du Cap-Occidental en Afrique du Sud. Elle est active au sein de l'École féministe de la [Rural Women's Assembly](#), et du Tribunal Permanent des Peuples sur les Multinationales en Afrique Australe.

Kiah Smith est chercheuse auprès de l'Université de Queensland à Brisbane, Australie (projet [Fair Food Futures and Civil Society](#)). Elle est membre de [Future Earth](#) et co-coordinatrice de la [Fair Food Alliance](#).

M. Alejandra Morena est spécialiste féministe des droits humains. Elle est rédactrice-en-chef de l'[Observatoire du Droit à l'Alimentation et à la Nutrition](#), et coordinatrice pour l'Amérique centrale de [FIAN International](#).

Le [Critical Food Studies](#) veut développer une connaissance critique des contextes, des significations culturelles et des cadres épistémologiques associés aux systèmes alimentaires.

Le projet [Fair Food Futures and Civil Society](#) invite les acteurs et actrices de la justice alimentaire à une discussion avec les décideurs politiques en Australie.

[FIAN International](#), créée en 1986, est une organisation internationale de droits humains œuvrant pour la réalisation du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates.

« *Les femmes sont, et ont toujours été, indispensables à la conception de politiques alimentaires radicales, susceptibles de rétablir notre lien avec la nature, de retisser les relations sociales et de privilégier la justice intersectionnelle.* »

REMERCIEMENTS |

Nous adressons nos remerciements en particulier à Felogene Anumo (Association for Women's Rights in Development, AWID) et à Priscilla Claeys (Coventry University et FIAN Belgique) pour leur aide lors de la révision de cet article.

PHOTO |

[Astrud Lea Beringer](#) / Tous droits réservés.

Au cœur de la Syrie du Nord, un village écologique renaît de ses cendres. Il a été construit pour et par des femmes d'origines et de confessions diverses. A mains nues, elles ont érigé leurs maisons, leurs écoles et leurs exploitations agricoles. Dans un contexte de violence, ces femmes ont bâti un havre de paix pour elles et pour leurs enfants, un lieu protégé de l'oppression patriarcale et respectueux de la nature. Il s'agit ici d'un exemple tiré de l'édition de cette année de *l'Observatoire du Droit à l'alimentation et à la nutrition* (ci-après *l'Observatoire*), qui poursuit son travail en soutien des luttes menées par les petits producteurs et petites productrices d'aliments, et par toutes les victimes de la faim et de la malnutrition.¹ *L'Observatoire*, qui se fonde sur des expériences vécues par des personnes réelles, veut contribuer à une transformation radicale de nos systèmes alimentaires et, partant, garantir le plein exercice du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates pour tous, sans discrimination aucune. Les auteurs et auteures de *l'Observatoire* n'ont eu de cesse de souligner le rôle crucial joué par les femmes dans les systèmes alimentaires et dans les métiers de l'alimentation,² et d'insister que les droits des femmes constituent une composante inaliénable du concept global de droit à l'alimentation et à la nutrition.³

Cette année, les auteurs et auteures tentent d'élargir le champ en plaçant les femmes au cœur des systèmes alimentaires. La question est brûlante à la lumière de l'augmentation constante de la violence et des atteintes dont sont victimes les femmes (et les communautés en général), qui aspirent à réinventer l'alimentation, l'environnement et les économies en opposition à la montée du pouvoir des entreprises et des gouvernements néo-libéraux de droite. C'est face à la violence systémique – qui

¹ Entre 2008 et 2018, *l'Observatoire* a reçu des contributions d'environ 275 auteurs et auteures, organisations de la société civile et mouvements sociaux du monde entier. Dans toutes les éditions, l'équilibre entre les régions et les genres a été un facteur déterminant.

² Par « métiers de l'alimentation », nous entendons toutes les activités qui tourment autour de l'alimentation : production, préparation, activités culinaires, achats/partages et déchets alimentaires.

est intrinsèque au capitalisme patriarcal et soutient la crise écologique actuelle – que naissent les luttes individuelles et collectives des femmes pour le droit à l'alimentation et à la nutrition.

En tant qu'auteurs du présent article, nous voulons tisser les divers récits de cette édition dans une même trame « femmes-violence-nature ». Les cinq articles illustrent un large éventail de luttes militantes et d'analyses féminines sur le droit à l'alimentation et à la nutrition. Chacun à sa manière, les articles : (i) mettent en exergue la conjoncture politique, principalement de droite, dans laquelle se déploie ce militantisme ; (ii) soulignent les violences d'état perpétrées par des politiques nationales et internationales discriminatoires, qui réduisent l'autonomie des femmes en limitant et en affaiblissant leur droit à l'alimentation et à la nutrition, et à d'autres droits humains ; (iii) éclairent la manière dont le patriarcat et l'hégémonie du système agricole et alimentaire capitaliste néolibérale pèsent négativement sur les femmes et la nature ; et (iv) mettent en évidence la résistance menée pour un système alimentaire juste. Nous voyons dans ces informations autant de preuves que, dans le système alimentaire actuel, les femmes et la nature sont exploitées, « exclues » et occultées, mais que, par ailleurs, existent d'autres manières de vivre ensemble et en harmonie avec la nature.

LES MAINS INVISIBLES

L'édition 2019 de l'*Observatoire* se concentre sur les femmes et les articles sont principalement l'oeuvre de femmes de toutes les régions du monde.⁴ Les cinq articles offrent une visibilité sans équivoque aux femmes Noires, dalit, autochtones, migrantes, réfugiées et LGBTTIQ. Ils illustrent également les luttes individuelles et collectives des femmes urbaines et rurales, des paysannes, des travailleuses agricoles, des petites productrices, des gardiennes de troupeaux, des pêcheuses, des consommatrices, des demandeuses d'asile, des réfugiées, des mères, des sœurs, des filles et des épouses. Leurs identités et leurs positionnements sont multiples et évoluent à travers le temps et l'espace. Comme en témoignent une approche féministe intersectionnelle et une démarche basée sur le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates, les vies et les expériences des femmes et leur relation à l'accès à une alimentation adéquate (ou l'absence d'accès) ne sont pas définies *uniquement* par leur genre, mais également par leur race, leur appartenance ethnique, leur caste, leur classe, leur orientation ou identité sexuelles, leur emplacement géographique (urbain/rural, Nord/Sud), leurs capacités / handicaps, et par bien d'autres facteurs. Les auteurs de l'*Observatoire* 2019 Woods et Gioia voient d'un œil critique notre propension à considérer les femmes comme un groupe trop homogène. Leurs propositions nous invitent à placer les questions de la race et de l'orientation sexuelle au cœur de notre approche intersectionnelle du droit à l'alimentation et à la nutrition et du mouvement pour la souveraineté alimentaire en général.⁵

Les femmes continuent à souffrir de manière disproportionnée de la famine et à être occultées dans les systèmes alimentaires. Pourtant, et nous y voyons un paradoxe, malgré les tentatives visant à les séparer de leurs terres, les femmes restent majoritaires dans le secteur de la production alimentaire et du travail agricole. Dans de nombreuses communautés, elles sont les détentrices des connaissances ancestrales sur les plantes, la biodiversité et les semences. En d'autres termes, elles sont les « progénitrices de nos chaînes alimentaires ».⁶ Les femmes jouent également un rôle essentiel dans l'élevage de bétail, la protection des forêts, des rivières, des lacs et des mers et dans les pêcheries – tissage des filets et prises de poissons, commerce et transformation du poisson.⁷ Parallèlement, elles sont « en première ligne de la

3 Comme souligné dans l'*Observatoire* 2015, « (...) FIAN International, les mouvements sociaux et les organisations de la société civile, qui composent le Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition interprètent le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition comme intégrant la souveraineté alimentaire, la pleine concrétisation des droits humains des femmes (nous soulignons) et l'indivisibilité de tous les droits humains. » Schieck Valente, Flavio Luiz. « Quand les entreprises s'emparent de la gouvernance de l'alimentation et de la nutrition : une menace pour les droits humains et la souveraineté des peuples » *Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2015:19. Disponible sur : https://www.righttofoodandnutrition.org/files/watch_2015_article_1_french_quand_les_entreprises_s'emparent_de_la_gouvernance_de_l'alimentation_et_de_la_nutrition.pdf

4 L'*Observatoire* est un recueil de contributions venant de plus de 30 auteurs, personnes interrogées et analystes, toutes des femmes à une exception, en provenance de plus de 20 pays du monde entier. Vous y lirez les contributions de petites productrices, d'une paysanne et d'une apicultrice, d'une agronome et d'une ingénieure de l'environnement, de militantes, d'universitaires et de chercheuses, pour n'en citer que quelques-unes. Plusieurs articles ont été rédigés grâce à des méthodes collectives (entrevues, téléconférences, contributions écrites...)

5 N'oublions pas que la capacité de réflexion et la sensibilisation au positionnement – surtout pour ce qui concerne qui nous organisons et comment, qui parle au nom de qui, quand et comment, ainsi que la nature des voix qui se font entendre – devraient figurer au cœur de toute pratique féministe pertinente. Faute de quoi, nous nous aventurons sur un terrain dangereux et risquons d'effacer les voix et les processus que les femmes s'efforcent de construire.

- 6 Andrews, Donna et Lewis, Desiree. *Decolonising Food Systems And Sowing Seeds Of Resistance*. Johannesburg: African Center for Biodiversity, 2017. p. 2. Disponible sur : acbio.org.za/wp-content/uploads/2017/07/Decolonising-Food-Systems-and-Sowing-Seeds-of-Resistance.pdf;
- Andrews, Mercia. «A case study of the Southern African Rural Women's Assembly: 'We can bend the stick'». *Agenda* 33 (2019): 1-11. Disponible sur : www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/10130950.2019.1598275;
- Tribunal permanent des peuples sur les multinationales en Afrique du Sud, *Report on Transnational Corporations in Southern Africa*. August 18-19, 2016. Disponible sur : permanentpeoplestribunal.org/wp-content/uploads/2016/09/PPT_SWAZILAND_FINAL_SEPT2016.pdf.
- 7 FIAN International. «Fishing for Gender Justice on Women's Day». 8 mars, 2019. Disponible sur : www.fian.org/en/news/article/fishing-for-gender-justice-on-womens-day-2165.
- 8 Federici, Silvia. «Women, Land-Struggles and Globalization: An International Perspective». *Journal of Asian and African Studies* 39:1-2 (2004). Disponible sur : journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0021909604048250.

lutte pour une utilisation non capitaliste des ressources naturelles (...), en pavant mondialement la voie vers une nouvelle société sans exploitation et libérée de la menace des famines et des ravages écologiques. »⁸ Leurs actions s'inscrivent dans un contexte de crise écologique où le risque présent et futur de catastrophe climatique nous rappelle sans cesse la colère de la nature.

Les récits montrent que, si au niveau mondial un grand nombre des femmes sont productrices de produits alimentaires, c'est presque dans leur totalité - en tant que découvreuses ou fabricantes de nourritures et de femmes nourricières - qu'elles nourrissent le monde des hommes, des familles et des communautés. Partout, les femmes assument la majeure partie du travail de reproduction sociale en milieux urbains et ruraux, même lorsqu'elles doivent se déplacer et y consacrer jusqu'à 10 heures par jour. Seibert, Sayeed, Georgieva et Guerra définissent les divers métiers de l'alimentation que les femmes occupent : « [De] l'allaitement maternel (...) à la préparation et la cuisson d'aliments dans la vie quotidienne, les femmes sont, dans de nombreuses cultures, les gardiennes de pratiques alimentaires saines et les promotrices de systèmes alimentaires et de nutrition justes. » Galeano et Sosa racontent que les femmes qui migrent d'Amérique centrale vers les États-Unis cherchent de la nourriture, cuisinent et font passer leurs enfants d'abord lorsque la nourriture vient à manquer.

Dans la présente édition, les auteures soulignent combien il est nécessaire de révéler et de reconnaître le travail de reproduction sociale invisible, non rémunéré des femmes. A divers égards, il contribue au maintien, et au subventionnement explicite, du système d'alimentation néolibéral mondial actuel - que ce soit à la maison ou dans les champs. Le travail des femmes est non seulement « gratuit », principalement dans les zones rurales et dans les communautés ouvrières, il n'est pas reconnu comme travail, mais plutôt de l'ordre du « devoir d'une femme ». Cette tendance éclipse la répartition sociale injuste du travail, ainsi que l'énergie et la créativité dont les femmes font preuve dans toutes les tâches liées à l'alimentation. Les rôles restent assignés et socialement intégrés. Ils exigent pourtant une réflexion constante afin de lever le voile sur nos propres hypothèses ainsi que sur les valeurs que nous attribuons aux rôles des femmes et aux métiers de l'alimentation dans la société.

LE NEXUS ALIMENTAIRE

Qui a faim ? Qui assume le fardeau de cette famine ? Qui produit la nourriture et pourquoi ? Autant de questions à se poser si nous voulons comprendre le système alimentaire dominant et comment y résister. Les cinq articles contribuent à ce débat en attirant notre attention sur la place qu'occupe l'alimentation dans le nexus femmes, violence et nature. Ils illustrent tous les différents axes de pouvoir qui discriminent activement le droit des femmes à l'alimentation et à la nutrition. Au Royaume-Uni par exemple, Woods montre que les femmes Noires, les autres femmes de couleur, les femmes migrantes et réfugiées ont un accès limité à l'alimentation et à d'autres droits humains. Ces femmes sont sous-représentées, marginalisées et exclues, invisibles dans les politiques, les données et la recherche. Leur analyse montre qu'il n'est absolument pas fortuit que des personnes hors normes n'aient pas accès au droit à l'alimentation et à la nutrition.

Notre regard de lecteurs est attiré sur les atteintes systémiques, implacables, au bien-être. En replaçant ce nexus dans le contexte des multiples crises actuelles, les articles soulignent les rouages économiques et politiques dans lesquels s'inscrivent

le militantisme et les métiers de l'alimentation. Tout ceci découle des rôles assignés aux genres dans la société patriarcale et capitaliste où le travail est réparti de manière inégale entre les hommes et les femmes. Seule une vision critique éco-féministe parviendra à déconstruire ce type de répartition du travail.

Nous proposons une nouvelle optique : creuser et analyser ce nexus en l'inscrivant dans le cadre plus large de la destruction et de la crise écologiques. L'exploitation des ressources naturelles, l'appauvrissement de la biodiversité, la pollution et la contamination, la surconsommation et les changements climatiques ne sont que quelques exemples des effets sociaux et écologiques des systèmes alimentaires actuels.⁹ Ces conséquences touchent *tous* les êtres humains (quoique de manière inégale), qui dépendent in fine *tous*, pour leur survie et leur épanouissement, d'une planète en bonne santé. Nous posons l'hypothèse selon laquelle la crise écologique est le fruit de hiérarchies construites par la société — la domination de « l'humain par les humains »¹⁰. Ainsi, nous pouvons établir et relier les inégalités structurelles à l'encontre des femmes et la destruction physique et idéologique de la nature. A ce propos, étant donné ce qu'incarne l'alimentation et vu qu'elle s'inscrit dans une structure, le militantisme de l'alimentation encourage à exercer le « droit aux libertés viscérales, spirituelles et sensorielles »¹¹, ainsi que le droit à l'indignation, à la révolte et à la colère.

Les récits partagés dans les articles illustrent avant tout l'accès refusé, l'accès limité et la distribution inégalitaire et injuste de l'alimentation. Le refus de traiter l'alimentation comme un droit humain ébranle notre humanité individuelle et collective. L'alimentation n'est pas synonyme de calories: « la nutrition ne peut être dissociée des aliments, de la santé, de l'environnement ou de l'agriculture..., [elles] participent de l'identité, de l'amour, du soin, de la spiritualité, de la santé physique, mentale et émotionnelle. » Allons plus loin, elles « intègrent la transmission des méthodes, des connaissances, des langues, des cérémonies, des danses, des prières, des histoires et des chants en lien avec la nourriture, les pratiques de subsistance et les aliments traditionnels. »¹²

CAPITALISME, PATRIARCAT ET DESTRUCTION ÉCOLOGIQUE

Depuis des décennies, nombreuses sont les analyses critiques qui ont porté sur le modèle agricole capitaliste dominant et sur le système alimentaire en place.¹³ Chercheurs et chercheuses ont montré les effets et les conséquences négatives de ce modèle sur les moyens de subsistance des communautés paysannes précarisées, pratiquant l'élevage ou la pêche à petite échelle dans les pays du sud.¹⁴ Il est largement admis que des changements systémiques et une approche basée sur les droits humains s'imposent pour s'attaquer simultanément à la crise de l'alimentation, à la crise climatique et à la crise des moyens de subsistance.¹⁵ Toutefois, peu de recherches ont analysé l'impact du système alimentaire actuel sur les femmes, très peu ont adopté une démarche féministe et seule une poignée proposent une critique éco-féministe.¹⁶ Le préjugé d'une faim associée aux corps colonisés – dans les pays du sud, mais également chez les migrants, les réfugiés ou les citoyens de première génération dans les pays du nord – ne semble pas être pris en compte dans la compréhension des personnes qui souffrent de famine au niveau systémique. De même, la race, la classe et le genre apparaissent rarement dans l'analyse des personnes qui surconsomment, de leur lieu de résidence, de la manière dont les personnes bien nourries voient l'alimentation et de leur situation socioéconomique par rapport à celle des personnes souffrant de famine.

9 Smith, Kiah. «Food Systems Failure: Can we avert future crises?» dans Shucksmith Mark, et David Brown, eds. *Routledge International Handbook of Rural Studies*. Londres et New York: Routledge, 2016. pp. 250-262.

10 Mellor, Mary. *Feminism and Ecology*. Cambridge: Polity Press, 1997.

11 Lewis, Desiree. «Bodies, matter and feminist freedoms: Revisiting the politics of food». *Agenda* 30:4 (2016): 6-16.

12 Schiek Valente. *Supra* note 3.

13 Par exemple : George, Susan. *How The Other Half Dies*. New York: Penguin Press, 1986; Patel, Raj. *Stuffed and Starved: The Hidden Battle for the World Food System*. London: Portobello Books, 2007; Holtz-Giménez, Eric, ed. *Food movement unite! Strategies to transform our food system*. Oakland: Food First books, 2011; Friedman, Harriet. "From Colonialism to Green Capitalism: Social Movements and Emergence of Food Regimes", in Buttler, Frederick H. et Philip McMichael, eds. «New Directions in the Sociology of Global Development». *Research in Rural Sociology and Development* 11 (2005): 227-264.

14 Par exemple : Tsikata Dzodzi et Dede-Esi Amanor-Wilks. «Land, Labour and Gendered Livelihoods». *Feminist Africa* 12 (2009). Disponible sur : www.agi.ac.za/agi/feminist-africa/12.

15 Mahon, Claire. «The right to food: a right for everyone», in Rosin, C., P. Stock, P and H. Campbell, eds. *Food Systems Failure: The global food crisis and the future of agriculture*. Oxon UK: Earthscan/Routledge, 2012. pp. 83-97; Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation. *Conseil des droits humains, trente et unième session, point 3 de l'agenda - Promotion et protection de tous les droits humains, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement*. A/HRC/31/51. 2015. Disponible sur : <https://undocs.org/fr/A/HRC/31/51>.

16 Par exemple : Shiva, Vandana. *Who really feeds the world?: The failures of agribusiness and the promise of agroecology*. Berkeley: North Atlantic Books, 2016. pp. 56-66; and *Staying Alive: Women, Ecology and Development*. London: Zed Books, 1989; Cock, Jacklyn. «A feminist response to the food crisis in contemporary South Africa.» *Agenda* 30:1 (2016): 121-132. Disponible sur : www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/10130950.2016.1196983.

En revanche, le travail éco-féministe souligne que le positionnement est important et rappelle aux habitants des pays du nord qu'ils « dominent une terre de plus en plus fragile, « contrôlent » une nature dont nous sommes en grande partie tenus à l'écart. En tant que « peuple de l'abondance », nous produisons une corne d'abondance de biens et de services au détriment de notre environnement, du Tiers Monde, et des masses laborieuses ». ¹⁷ La société a besoin d'insister à nouveau sur la surconsommation et la production de nourriture et d'en faire la critique en évaluant les budgets alimentaires, les déchets alimentaires et surtout en montrant combien ces éléments sont déséquilibrés et disproportionnés pour les personnes qui souffrent le plus de la famine.

17 Merchant, Carolyn. *Ecological Revolutions: Nature, Gender and Science in New England*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 1989. p. xiii.

18 Federici. *Supra* note 8.

Les articles présentés ici prouvent que le système alimentaire actuel est biaisé. Tout d'abord, dans l'histoire des systèmes alimentaires mondiaux, le colonialisme, l'impérialisme, la mondialisation et le néolibéralisme ont toujours tenté de privatiser la terre et d'éloigner les femmes de la production alimentaire pour asseoir leur dépendance aux marchés alimentaires mondiaux. ¹⁸ Cet objectif a pu être réalisé grâce à des politiques agricoles et alimentaires néolibérales, capitalistes (dominantes), ainsi que grâce à la privatisation des services sociaux et au recul imposé à la protection sociale. Plusieurs articles de la présente édition de *l'Observatoire* citent quelques grands obstacles au droit des femmes à l'alimentation et à la nutrition : les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale, la libéralisation des droits de douane et des importations, la dérégulation des marchés et de la finance et un glissement, dans la production alimentaire, de la consommation locale vers les exportations. Parmi les autres facteurs, citons : la suppression des « conseils de l'alimentation et de la nutrition » et des comités agricoles ; les politiques de réforme agraire liées au marché ; l'absence de salaires décents ; l'accaparement des terres ; la transformation en sociétés commerciales et la privatisation ; et la dépossession des paysans. C'est à cause de tous ces facteurs que les femmes souffrent démesurément de la famine, principalement dans les pays de l'hémisphère sud.

Deuxièmement, force est de reconnaître que les systèmes alimentaires actuels reposent sur un modèle extractiviste, qui provoque une dégradation écologique irréversible du bien commun dont dépendent les femmes du monde entier. Galeano et Sosa pointent la dépossession des communautés paysannes, autochtones et garifunas (de souche africaine) de leurs terres en faveur de l'industrie extractive au Honduras – et la destruction des petites exploitations qui en découle – comme étant les causes structurelles de la féminisation de la pauvreté et de la migration. Dans le même ordre d'idées, Leyesa et Gioia critiquent le modèle extractiviste de production, tandis Seibert et al. récusent le « modèle prédateur du capitalisme agraire », avant de valider le démantèlement des systèmes qui exploitent et oppriment les femmes. Cela est assimilable à l'exploitation de la nature qui figure au cœur d'une vision éco-féministe. ¹⁹

19 Merchant, Carolyn. *The Death of Nature: Women, Ecology and the Scientific Revolution*. New York: Harper & Row, 1990; Mies, Maria and Vandana Shiva. *Ecofeminism*. London: Zed Books, 2014; Federici, Silvia. *Revolution at Point Zero*. Oakland: PM Press, 2012.

20 Ruder, Sarah-Louise and Sophia Rose Sanniti. «Transcending the Learned Ignorance of Predatory Ontologies: A Research Agenda for an Ecofeminist-Informed Ecological Economic». *Sustainability* 11(5), (2019):1479. Disponible sur : www.mdpi.com/2071-1050/11/5/1479.

Troisièmement, en faisant apparaître le genre dans la réflexion sur les métiers de l'alimentation et les systèmes alimentaires, nous voulons mettre en évidence la répartition injuste du travail et la manière dont le capitalisme patriarcal exploite et s'empare du travail des femmes (ainsi que des personnes de couleur, des animaux non humains, de la nature et d'autres « autres »). ²⁰ Les féministes voient depuis longtemps dans les processus de restructuration néolibéraux, « une tentative par le capital (et par l'état) de déplacer la charge de la reproduction et des soins de la main d'oeuvre sur les femmes (et les jeunes filles), parce qu'ils considèrent – à tort – que

leur travail non rémunéré est élastique jusqu'à l'infini et que le fonctionnement des ménages est une chose acquise ».²¹ Sous l'angle des droits et des moyens de subsistance, il est impossible de séparer les connaissances et pratiques quotidiennes des femmes, leurs valeurs d'approvisionnement et de consommation alimentaires, des conditions nécessaires au bon fonctionnement des systèmes alimentaires mondiaux et des environnements dont ils dépendent.²² Cela a poussé certaines féministes²³ à moins considérer les marchés capitalistes comme la « norme », pour donner plus de poids aux « économies diverses » dans lesquelles les femmes réalisent la majeure partie du travail.

LE POUVOIR ET LA VIOLENCE

La violence est une « une forme primaire de discrimination, [qui] empêche les femmes d'exercer leur droit à une alimentation et à une nutrition adéquates et entrave la lutte contre la faim et la malnutrition ».²⁴ Voilà le message de différentes expériences de femmes illustrées dans les articles. Cette violence structurelle, systématique et de genre se produit dans les familles et les ménages, au sein des communautés et des cultures, et est l'oeuvre de corporations et d'états. Dans le patriarcat, la violence touche *toutes* les femmes, mais certaines sont davantage persécutées que d'autres : Gioia montre que « les personnes de genre non-conforme savent ce que c'est que de subir de multiples discriminations... les graves violences et les discriminations dont sont victimes les femmes trans d'ascendance africaine de la part de la société et de la police ». Citée dans l'article de Leyesa, la chercheuse kurde Salima Tasdemir raconte comment « les déplacements forcés et le déboisement des terres kurdes orchestrés par leurs gouvernements, provoquant la perte de bétail, la destruction des champs cultivés et des vergers, des outils agricoles et d'autres biens, ont bouleversé la vie des populations locales ». Galeano et Sosa signalent la violence de l'état à l'encontre des femmes défenseurs des droits humains / environnementaux, les conséquences du harcèlement, des agressions sexuelles et même des atteintes genrées à l'intégrité physique, ajoutant que « les femmes qui défendent la terre et les droits des peuples autochtones sont les plus fréquemment ciblées ». Elles soulignent également que 6 femmes sur 10, qui migrent d'Amérique centrale vers les États-Unis, sont violées pendant le trajet. La militante philippine Mary Ann Manahan, également citée dans l'article de Leyesa, raconte la manière dont les militantes et journalistes féminines sont menacées de violence sexuelle en ligne aux Philippines. L'article de Woods établit un lien entre le racisme, les législations relatives à l'immigration et le déni actif des droits humains des femmes, notamment un accès inégalitaire des femmes au système légal au Royaume-Uni.

Dans ces exemples, les préjugés et la discrimination sont flagrants et visent les femmes. Leurs expériences des inégalités de genres en raison de leur identité/situation sociale sont inextricablement liées aux actions et attitudes qui défavorisent, excluent et limitent les droits des femmes à l'alimentation et à la nutrition, le droit à la terre et les autres droits humains tels que le logement, le travail, l'emploi et les salaires décents, le droit d'asile et le droit à la justice. Si on pousse l'analyse plus loin, les articles montrent que la violence de genre est également la conséquence grave et mortelle du renforcement de l'autoritarisme politique, de la militarisation, du néo-fascisme, du nationalisme extrême, du conservatisme religieux, de la transphobie / de l'homophobie, du néo-libéralisme, des processus de transformation en sociétés commerciales et de l'impérialisme moderne. La montée des politiques de droite joue globalement sur l'accès, le contrôle et les droits des femmes à l'alimentation et à la nutrition grâce aux politiques de migration et d'aide aux réfugiés, au racisme et à la xénophobie et grâce au contrôle patriarcal sur l'autonomie alimen-

21 Razavi, Shakra. «Engendering the political economy of agrarian change». *Journal of Peasant Studies*, 36: 1 (2009):198.

22 Smith, Kiah. *Ethical trade, gender and sustainable livelihoods: Women, smallholders and ethicality in Kenya*. Londres : Routledge, 2014.

23 Gibson-Graham, J.K. *The end of capitalism (as we knew it): A feminist critique of political economy*. Oxford: Blackwell, 1996.

24 Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit à l'alimentation. *Supra* note 15.

taire et l'intégrité physique des femmes. Tasdemir décrit clairement la situation lorsqu'elle explique que, dans les régions kurdes, « les femmes sont discriminées en raison de leur identité ethnique et *parce qu'elles* sont des femmes. Elles sont prises pour cible par les autorités de l'Etat et opprimées par les structures patriarcales de leurs propres sociétés. »

A ce point de vue, nous souhaitons greffer une évaluation plus critique du rôle que la violence à l'encontre des femmes joue dans la relation avec les systèmes alimentaires : la violence active commise à l'encontre des femmes – quoique différente selon la race, l'orientation sexuelle ou la localisation géographique – n'est rien d'autre qu'une politique réactionnaire des puissants pour maintenir la hiérarchie du patriarcat dans son état actuel. Sous l'angle éco-féministe, la violence, la discrimination et les autres injustices, qui frappent les femmes qui veulent se nourrir elles-mêmes et nourrir les autres, dévoilent beaucoup de choses à propos du patriarcat et révèlent que les « relations qui prévalent, exploitent et oppriment valident et perpétuent les inégalités structurelles essentielles au capitalisme ». ²⁵

25 Ruder et Sanniti. *Supra* note 20.

26 Mies et Shiva. *Supra* note 19; Gibson-Graham. *Supra* note 23; Mellor. *Supra* note 10; Salleh, Ariel. *Ecofeminism as Politics, Second Edition: Nature, Marx and the Postmodern*; London: Zed Books, 2017; Tsing, Anna. *The mushroom at the end of the world: on the possibility of life in capitalist ruins*. New Jersey: Princeton University Press, 2015.

En effet, une longue tradition d'analyses féministes a mis en évidence la manière dont les femmes, la nature et les « autres » sont considérés comme subordonnés à la « norme » dominante du capitalisme blanc et masculin. ²⁶ Tous les articles de la présente édition de *l'observatoire* illustrent les processus complexes et problématiques qui « excluent » les femmes du système alimentaire mondial, ainsi que la manière dont le pouvoir et le patriarcat réaffirment les dualités dominantes : homme / femme, société / nature, production / reproduction, Nord / Sud, local / mondial, traditionnel / moderne et culture / économie. Cette domination et cette violence pèsent matériellement sur les corps des femmes et sur leur accès à la terre et aux autres ressources naturelles, et culturellement - politiquement marginalisent l'impact social des connaissances et des activités des femmes autour de l'alimentation.

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLTE

L'organisation et l'articulation des luttes féministes dans les différentes régions du monde représentent un maillon important de la lutte pour la justice alimentaire. Pendant les dix années qui ont suivi la crise mondiale des prix des denrées alimentaires de 2007/8, la mobilisation citoyenne et la résistance radicale aux politiques alimentaires traditionnelles n'ont fait que s'amplifier. Cela a coïncidé avec les mouvements pour la justice climatique, tels que *Extinction Rebellion* et *Fridays for Future*, *Right to Say No*, les droits des LGBTTIQ, *#MeToo*, *#FeesMustFall*, des campagnes comme *#BabaeAko* (je suis une femme) aux Philippines, et d'autres soulèvements populaires en faveur de la démocratie, tels que le *Printemps arabe* et le mouvement des parapluies à Hong Kong.

Le pouvoir d'agir en conscience de soi (agency) des femmes s'exprime dans une résistance quotidienne subtile, mais néanmoins forte, et dans les mouvements sociaux organisés. Les femmes, qui vivent au plus fort l'injustice alimentaire et les luttes pour l'alimentation, sont dans leur cuisine, au marché, dans les campagnes et dans les villes, elles organisent la résistance sur la durée. Certaines s'opposent à la confiscation des terres, parfois sur fond de violence et d'intimidation. Au Brésil, par exemple, Leyesa constate que « les femmes qui n'ont jamais fait partie d'une organisation en ressentent désormais le besoin, elles veulent se battre pour leurs droits ». D'autres femmes participent aux conseils locaux de l'alimentation de leur ville ou dans des espaces de gouvernance alimentaires internationaux. Les auteures Seibert et Al. nous donnent l'exemple parfait de productrices d'aliments et de mi-

litantes féminines qui négocient de nouvelles normes en matières de terres, de forêts, de pêcheries ou de systèmes d'alimentation et de nutrition au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies, alors que la société civile et les populations autochtones agitent la bannière « rien sur nous sans nous ».

D'autres, doucement mais sûrement, oeuvrent à la transformation des relations sociales de façon silencieuse en se nourrissant de leur production ou en cultivant des potagers pour nourrir leurs communautés, comme dans le village écologique libre des femmes de Rojava, dans la Syrie du Nord, dont Tasdemir nous raconte l'histoire. Elles nous rappellent que « small is beautiful » (tout ce qui est petit est charmant) et que la politique subversive est une munition essentielle contre les offensives implacables du capitalisme patriarcal. Ne sous-estimons pas l'immense pouvoir de la résistance des femmes. Comme le résume l'universitaire féministe Federici :

Nous devrions reconnaître que la persistance et la prévalence de l'agriculture de subsistance est un fait étonnant étant donné que... le développement capitaliste repose sur la séparation des ...femmes... et de la terre. En effet, elle ne s'explique que par la formidable lutte menée par les femmes pour résister à la commercialisation de l'agriculture.²⁷

27 Federici. *Supra* note 8. p.48.

RÉINVENTER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Dans chaque article de la présente édition de *l'observatoire*, les auteures soulignent la rage ressentie par les femmes du monde entier et la manière dont elles s'organisent, se mobilisent et résistent. Les femmes sont les actrices principales de la lutte pour l'agroécologie et pour la souveraineté alimentaire (Seibert et al.), pour la solidarité autochtone et non autochtone (Galeano et Sosa), et contre la transformation du commun en sociétés commerciales et la violence (Leyesa) et contre la discrimination basée sur le sexisme, la classe et la race (Woods). Comme l'écrit Gioia, « le combat mené pour remettre en question les normes de genre, obtenir l'autonomie corporelle et renverser les structures patriarcales (et racistes et coloniales associées) peut à son tour devenir une menace pour les élites conservatrices ». De même, la militante brésilienne Michela Calaça, citée dans l'article de Leyesa, lance un appel pour que se mettent en place des alliances internationales en résistance à l'agro-industrie, pour défendre et promouvoir « la nature, les semences paysannes, la vraie nourriture et l'agroécologie », tout en soulignant que cette lutte « sera aussi bénéfique pour la planète qui souffre des conséquences du changement climatique ».

Les femmes sont, et ont toujours été, indispensables à la conception de politiques alimentaires radicales, susceptibles de rétablir notre lien avec la nature, de retisser les relations sociales et de privilégier la justice intersectionnelle.²⁸ En s'appuyant sur les exemples de Cuba, d'Inde, du Rwanda et du Mali, Seibert et al. illustrent comment les femmes, partout dans le monde, font progresser les pratiques agroécologiques en faveur de la justice sociale et écologique. Ces pratiques peuvent non seulement transformer notre relation à la nature, mais également les relations hommes-femmes au sein des communautés, par une plus grande autonomie des femmes, par la reconnaissance de leur travail et par la création d'espaces de participation égalitaire. Toutefois, une approche féministe est indispensable pour que l'agroécologie puisse réaliser pleinement son potentiel transformationnel. Gioia partage l'expérience de l'exploitation agricole familiale féministe Land Dyke à Taiwan, dont les membres combinent sensibilisation au genre dans les pratiques agricoles et promotion de la biodiversité grâce à l'agroécologie. L'auteure déclare

28 Andrews et Lewis. *Supra* note 6.

que de telles expériences peuvent aider à se réinventer et à redéfinir le concept de la famille – en passant d’un modèle paternaliste, hétéro-normatif et monolithique à une approche pluraliste – ainsi que la structure de l’agriculture et des exploitations agricoles. C’est une manière pour les femmes de développer des formes alternatives de pouvoir et des récits alternatifs en faveur de la justice et de la souveraineté alimentaires.²⁹

29 Cock, Jacklyn. «A feminist response to the food crisis in contemporary South Africa». *Agenda* 30 (2016): 121-132.

30 Gibson-Graham, J.K. «Diverse economies: performative practices for ‘other worlds’». *Progress in Human Geography* 32(5) (2008):615.

Si l’on admet que les transactions non marchandes et le travail ménager non rémunéré représentent jusqu’à 50% des activités économiques au niveau mondial, « la violence discursive mise en œuvre dans le discours sur les économies capitalistes »³⁰ peut faire l’objet d’un questionnement. Par exemple, dans l’édition de l’*observatoire* de cette année, Seibert et al. soulignent la nécessité de créer une nouvelle économie où le travail de production et de reproduction serait tant visible que partagé. Il est possible d’imaginer, de valider, de valoriser et de respecter différemment les activités qui s’inspirent d’une vision autre de l’économie, notamment les efforts de résistance des femmes.

Nous voulons présenter ici un autre éclairage lorsque nous avançons que l’alimentation est la nature. Notre vision de l’alimentation s’inscrit dans une démarche globale, qui reconnaît notre lien profond et l’interconnectivité avec la fibre de la vie sociale et écologique.³¹ L’alimentation est subsistance : elle maintient la cohésion entre le corps et l’esprit, sa nourriture est une affirmation de la vie. L’alimentation est créatrice de sens et, grâce à elle, nous exprimons notre biodiversité sociale, culturelle et écologique. Ainsi, on nous rappelle que, « lorsque nous comprenons que nous faisons tous partie de la nature, dans la nourriture que nous mangeons, dans l’eau que nous buvons et dans l’air que nous respirons, nous reconnaissons notre interdépendance écologique et sociale ainsi que notre vulnérabilité collective ».³² En mettant en avant les questions de pouvoir liées à la race, à la classe, à l’appartenance ethnique, au genre et à la sexualité et en montrant les personnes victimes d’un déni de droit à l’alimentation et à la nutrition, nous démasquons également la violence structurelle contre les personnes et l’environnement. Le déni du droit à l’alimentation est un déni de la vie, de la nature et de soi. En révélant le lien intrinsèque entre l’alimentation et notre sentiment d’existence, notre identité du moi, notre auto-expression, notre plaisir, notre bien-être, nous nous révélons nous-mêmes. La revendication du droit inaliénable à l’intégrité corporelle est en soi une forme de politique émancipatrice. En révélant le déni de droits au cœur du nexus femme-violence-nature, nous créons un espace de colère collective face à la destruction de la Terre dont nous dépendons tous et toutes. Nous n’avons qu’une seule maison.

31 Tsing. *Supra* note 26.

32 Cock, Jacklyn. *Writing the ancestral river: a biography of the Kowie*. Johannesburg: Wits University Press, 2018. p. 12.



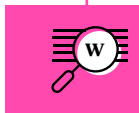
EN BREF

La présente note analyse les contributions des cinq articles de la présente édition de *l'observatoire* à travers le nexus femme-violence-nature. Elle montre que dans le système alimentaire dominant, les femmes et la nature sont exploitées, « exclues » et occultées, tout en prouvant qu'il existe d'autres manières de se comporter entre nous et avec la nature.



PRINCIPAUX CONCEPTS

- Les identités, les expériences et l'accès des femmes à une alimentation adéquate ne dépendent pas *seulement* du genre, mais également de la race, de l'appartenance ethnique, de la caste, de la classe, de l'orientation sexuelle ou de l'identité, de la localisation géographique, et des handicaps ou des capacités, ainsi que d'autres facteurs. Une approche intersectionnelle s'impose.
- Les femmes continuent à souffrir démesurément de la faim et à être occultées dans les systèmes alimentaires où, pourtant, elles jouent un rôle essentiel.
- Il est fondamental de révéler le travail de reproduction sociale des femmes et la répartition sociale injuste du travail, les deux contribuant au maintien du système alimentaire mondial actuel.
- Le système alimentaire actuel repose sur un modèle extractiviste, qui engendre une destruction écologique irréfutable du bien commun, dont les femmes (et les systèmes alimentaires) dépendent.
- Les conséquences croissantes de la violence étatique à l'encontre des femmes, quand elles tentent de se nourrir elles-mêmes et de nourrir les autres, s'avèrent graves et mortelles ; elles reflètent les politiques réactionnaires des puissants désireux de soutenir le patriarcat. Les inégalités et la violence limitent le droit des femmes à l'alimentation et à la nutrition.
- Tout qui reconnaît l'interdépendance écologique et sociale respecte l'alimentation en tant que nature, en tant que vie. Lorsque nous mettons en évidence les relations de pouvoir et ceux et celles dont le droit à l'alimentation et à la nutrition est nié, nous démasquons la violence structurelle, qui dégrade autant les personnes que l'environnement.
- Le pouvoir d'agir en conscience en soi des femmes (agency) s'exprime dans la résistance quotidienne silencieuse et dans les mouvements sociaux organisés, dans les espaces internationaux de gouvernance alimentaire et dans le fait qu'elles se nourrissent et nourrissent les autres.
- On ne peut sous-estimer le pouvoir de la colère et de la résistance (individuelle et collective) des femmes, quand elles visent à améliorer les relations sociales et écologiques face aux multiples crises.



MOTS-CLÉS

- Ecoféminisme
- Systèmes alimentaires
- Patriarcat capitaliste
- Nexus femme-Nature-Violence
- Crise écologique
- Résistance